

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Beaconsfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
Robert Lacroix

Date
1.1 4 juin 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Beaconsfield,

Opinion avec réserve

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Beaconsfield (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Beaconsfield au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas appliqué les exigences du nouveau chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, qui s'applique aux exercices financiers ouverts à compter du 1er avril 2022. Ainsi, au 31 décembre 2025, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et n'a pas fourni les informations requises sur les obligations. L'impact de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé au 31 décembre 2025 n'a pas été déterminé.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Ville de Beaconsfield inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement du surplus de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA inc.
Daniel Tétreault, CPA auditeur
Amos, le 4 juin 2026

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	51 154 753	51 077 472	48 956 479
Compensations tenant lieu de taxes	2	982 803	914 725	883 583
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 584 836	3 205 085	7 267 795
Services rendus	5	974 080	1 709 305	1 381 618
Imposition de droits	6	3 814 850	7 517 632	6 261 308
Amendes et pénalités	7	200 000	171 890	191 560
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 020 643	813 557	1 486 122
Autres revenus	10	65 000	113 523	(2 637)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	60 796 965	65 523 189	66 425 828
Charges				
Administration générale	14	12 350 213	12 421 503	12 039 353
Sécurité publique	15	11 833 016	11 950 552	11 519 388
Transport	16	11 014 322	13 766 262	12 463 366
Hygiène du milieu	17	10 495 041	12 327 462	12 104 021
Santé et bien-être	18	924 785	926 535	743 902
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 921 750	1 961 502	1 755 466
Loisirs et culture	20	10 193 162	11 144 420	10 887 197
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	793 614	856 928	875 919
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	59 525 903	65 355 164	62 388 612
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 271 062	168 025	4 037 216
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		95 609 963	91 572 747
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		95 609 963	91 572 747
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		95 777 988	95 609 963

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		5 709 949
Débiteurs (note 5)	2	16 014 383	19 510 228
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	16 014 383	25 220 177
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	84 184	
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 997 300	8 359 938
Revenus reportés (note 11)	12	3 328 493	2 226 446
Dette à long terme (note 12)	13	19 710 000	21 077 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	29 200	2 100
Autres passifs (note 14)	15		
	16	31 149 177	31 665 484
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(15 134 794)	(6 445 307)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	110 465 327	101 629 387
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	404 921	384 442
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	42 534	41 441
	23	110 912 782	102 055 270
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	95 777 988	95 609 963
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	95 777 988	95 609 963
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	95 777 988	95 609 963
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 271 062	168 025	4 037 216
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	14 550 645)(	13 526 752)
Produit de cession	3			110 237
Amortissement	4		5 714 705	5 351 818
(Gain) perte sur cession	5			45 253
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(8 835 940)	(8 019 444)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(20 479)	(27 497)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 093)	12 945
	13		(21 572)	(14 552)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 271 062	(8 689 487)	(3 996 780)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 445 307)	(2 448 527)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 445 307)	(2 448 527)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(15 134 794)	(6 445 307)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	168 025	4 037 216
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 714 705	5 351 818
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	4.1		45 253
	5	5 882 730	9 434 287
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 495 845	1 552 197
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(362 638)	1 440 431
Revenus reportés	9	1 102 047	(4 703 072)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	27 100	(302 600)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(20 479)	(27 497)
Autres actifs non financiers	13	(1 093)	12 945
	14	10 123 512	7 406 691
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(14 550 645)	(13 526 752)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		110 237
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(14 550 645)	(13 416 515)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		3 360 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(1 367 000)	(1 293 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29.1		
	30	(1 367 000)	2 067 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(5 794 133)	(3 942 824)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	5 709 949	9 652 773
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	5 709 949	9 652 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	(84 184)	5 709 949

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu de la Loi des cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

s/o

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Beaconsfield a été effectuée conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
 Les débiteurs;
 Les stocks destinés à la revente;
 Les prêts.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

- Les découverts bancaires;
- Les emprunts bancaires;
- Les créditeurs et charges à payer;
- Les revenus reportés;
- Les passifs au titre des avantages sociaux futurs;
- Les dettes à long terme.

Passif au titre des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif aurait un impact négligeable sur les résultats des activités et sur la situation financière.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

- Les immobilisations;
- Les propriétés destinées à la revente;
- Les stocks de fournitures;
- Les frais payés d'avance et les frais reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans dont les principales catégories sont:

Surfaçage 15 ans
Bâtiments 40 ans
Véhicules 10 ans
Autres infrastructures 40 ans
Équipement de bureau 5 ans
Véhicules lourds 20 ans

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal(2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 «la Loi». Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée. Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

s/o

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

J) Autres éléments

s/o

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 709 949
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	5 709 949
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	84 184)()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	(84 184) 5 709 949
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	3 075 800	4 291 895
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 476 581	10 124 765
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 200 004	2 639 181
Organismes municipaux	13	1 120	1 379
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	2 260 878	2 453 008
	15	16 014 383	19 510 228
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 548 260	7 015 067
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 548 260	7 015 067
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	8 718 833	9 276 611
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25		
Ministère de la Culture et des Communications	26	232 021	420 307
Autres ministères/organismes	27	525 727	427 847
	28	9 476 581	10 124 765

Note

La valeur des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations, les amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme est d'un montant de 3 945 067 \$ (5 270 459 \$ en 2024).

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

S.O.

10. Créiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	2 255 353	3 770 645
Salaires et avantages sociaux	45	1 982 027	1 800 077
Dépôts et retenues de garantie	46	3 440 633	2 447 877
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus sur DLT	48.1	319 287	341 339
	49	7 997 300	8 359 938

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	2 523 388	2 226 446
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Dons pour projet	62.1	805 105	
	63	3 328 493	2 226 446

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,35	2026	2044	64	19 710 000	21 077 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	19 710 000	21 077 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	19 710 000	21 077 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73		1 419 000			1 419 000
2027	74		1 475 000			1 475 000
2028	75		1 534 000			1 534 000
2029	76		1 593 000			1 593 000
2030	77		1 607 000			1 607 000
2031 et plus	78		12 082 000			12 082 000
	79		19 710 000			19 710 000
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		19 710 000			19 710 000

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(29 200)	(2 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(29 200)	(2 100)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	847 600	546 800
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	28 974	28 093
	90	876 574	574 893

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	30 469 092	1 981 887		32 450 979
Eaux usées	102	39 576 684	1 910 022		41 486 706
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	53 000 023	1 266 950		54 266 973
Autres					
▪ .	104.1	14 154 803	2 238 710		16 393 513
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	29 500 909	6 909 080		36 409 989
Améliorations locatives	107	25 475			25 475
Véhicules	108	7 286 831	243 996		7 530 827
Ameublement et équipement de bureau	109	588 898			588 898
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 220 389			2 220 389
Terrains	111	3 043 811			3 043 811
Autres	112				
	113	179 866 915	14 550 645		194 417 560
Immobilisations en cours	114				
	115	179 866 915	14 550 645		194 417 560
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	10 113 964	878 171		10 992 135
Eaux usées	117	16 800 980	868 826		17 669 806
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	27 783 820	1 579 422		29 363 242
Autres					
▪ .	119.1	4 771 366	586 176		5 357 542
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	12 712 243	1 165 567		13 877 810
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 883 293	516 114		4 399 407
Ameublement et équipement de bureau	124	422 645	48 033		470 678
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 749 217	72 396		1 821 613
Autres	126				
	127	78 237 528	5 714 705		83 952 233
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	101 629 387			110 465 327
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪	143.1	42 534
Autres		41 441
▪	144.1	
	145	42 534
		41 441

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 3 182 424 \$.
Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour le prochain exercice financier la somme suivante :

2026	2 774 807 \$
2027	206 738 \$
2028	9 951 \$

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

s/o

B) Auto-assurance

s/o

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une poursuite, conjointement avec la Ville de Montréal. La Ville conteste cette réclamation. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers. Dépendamment du montant qui serait à payer la Ville affecterait son surplus ou irait en règlement d'emprunt.

D) Autres

s/o

22. Actifs éventuels

Dans le contexte de l'agglomération de Montréal, la Ville de Beaconsfield est actuellement partie à un litige concernant le recouvrement de quotes-parts payées en trop à la Ville de Montréal depuis 2020. La valeur actuelle des réclamations pour les années 2020 à 2026 de ce litige est de plus de 22 millions.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

26. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), ainsi qu'aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2025.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres des taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la Ville a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que la Ville s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Non en souffrance	2 284 146	3 320 839
En souffrance:		
moins de 30 jours	1 176 528	893 053
de 30 à 60 jours		66 260
plus de 60 jours	12 337 213	14 949 960
Sous-total	15 797 887	19 230 113
Intérêts et pénalités à recevoir sur les débiteurs	216 496	280 115
Moins la provision pour créances douteuses	0	0
	16 014 383	19 510 228

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	6 068 537				6 068 537
Dettes	1 419 000	3 009 000	3 200 000	12 082 000	19 710 000
	7 487 537	3 009 000	3 200 000	12 082 000	25 778 537

2024					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	7 221 838				7 221 838
Dettes	1 367 000	2 894 000	3 127 000	13 689 000	21 077 000
	8 588 838	2 894 000	3 127 000	13 689 000	28 298 838

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

			2025
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Passifs financiers			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		84 184	84 184
Dettes	19 710 000		19 710 000

			2024
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 709 949	5 709 949
Passifs financiers			
Dettes	21 077 000		21 077 000

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités de l'exercice 2025.

Au cours de l'exercice la Ville n'a pas modifié son exposition au risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	51 154 753	51 077 472		51 077 472	48 956 479
Compensations tenant lieu de taxes	2	982 803	914 725		914 725	883 583
Quotes-parts	3					
Transferts	4	2 584 836	2 789 066		2 789 066	2 181 227
Services rendus	5	974 080	1 709 305		1 709 305	1 381 618
Imposition de droits	6	3 814 850	7 194 440		7 194 440	6 050 126
Amendes et pénalités	7	200 000	171 890		171 890	191 560
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	1 020 643	813 557		813 557	1 486 122
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	65 001	113 523		113 523	(2 637)
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	60 796 966	64 783 978		64 783 978	61 128 078
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16		416 019		416 019	5 086 568
Imposition de droits	17		323 192		323 192	211 182
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22		739 211		739 211	5 297 750
	23	60 796 966	65 523 189		65 523 189	66 425 828

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	60 796 966	65 523 189		65 523 189	66 425 828
Charges						
Administration générale	25	12 350 213	12 055 611	365 892	12 421 503	12 039 353
Sécurité publique	26	11 833 016	11 921 648	28 904	11 950 552	11 519 388
Transport	27	11 014 322	11 636 336	2 129 926	13 766 262	12 463 366
Hygiène du milieu	28	10 495 041	10 490 731	1 836 731	12 327 462	12 104 021
Santé et bien-être	29	924 785	926 535		926 535	743 902
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 921 750	1 948 883	12 619	1 961 502	1 755 466
Loisirs et culture	31	10 193 162	9 803 787	1 340 633	11 144 420	10 887 197
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	793 614	856 928		856 928	875 919
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35		5 714 705 (	5 714 705)		
	36	59 525 903	65 355 164		65 355 164	62 388 612
Excédent (déficit) lié aux activités	37	1 271 063	168 025		168 025	4 037 216

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 271 063	168 025	4 037 216
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(739 211)	(5 297 750)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 271 063	(571 186)	(1 260 534)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		5 714 705	5 351 818
Produit de cession	5			110 237
(Gain) perte sur cession	6			45 253
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		5 714 705	5 507 308
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	922 363)	(900 193)	(889 002)
	18	(922 363)	(900 193)	(889 002)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 500 000)	(1 401 095)	(994 294)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		30 000	88 924
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 984 000	1 855 334	1 352 873
Réserves financières et fonds réservés	22	(832 700)	(832 700)	(556 001)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(348 700)	(348 461)	(108 498)
	26	(1 271 063)	4 466 051	4 509 808
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 894 865	3 249 274

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	739 211	5 297 750
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	226 721)(	1 331 775)
Sécurité publique	3 (	67 698)(	)
Transport	4 (	2 211 488)(	2 448 170)
Hygiène du milieu	5 (	4 002 504)(	1 859 523)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	298 153)
Loisirs et culture	8 (	8 042 234)(	7 589 131)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	14 550 645)(	13 526 752)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 791 063
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 401 095	994 294
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	2 116 121	948 284
Réserves financières et fonds réservés	18	3 024 364	3 048 141
	19	6 541 580	4 990 719
	20	(8 009 065)	(6 744 970)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(7 269 854)	(1 447 220)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	11 050 767	11 212 450	10 314 465
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 716 284	2 731 824	2 328 068
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	12 321 027	12 223 350	12 157 492
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	763 614	763 614	845 021
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	30 000	93 314	30 898
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	32 415 761	32 330 635	31 152 324
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	135 450	237 217	124 712
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		5 714 705	5 351 818
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ - Réclamation de dommage	21.1	93 000	48 055	83 814
	22	59 525 903	65 355 164	62 388 612

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 939 150	3 268 039
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 295 810	8 507 087
Réserves financières et fonds réservés	3	676 564	2 434 652
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	) (	)
Financement des investissements en cours	5	(13 437 123)	(6 167 269)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	97 303 587	87 567 454
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	95 777 988	95 609 963
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 939 150	3 268 039
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 939 150	3 268 039
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Foresterie urbaine	12.1	726 890	797 953
▪ Services Professionnels	12.2	1 496 276	1 518 850
▪ Place Centennial	12.3	1 046 182	1 943 971
▪ Piscines extérieures	12.4	46 424	284 648
▪ Équilibre budgétaire	12.5	1 220 000	1 220 000
▪ Équilibre budgétaire futur	12.6	350 000	
▪ Infrastructure	12.7	1 876 786	2 092 528
▪ Sécurité civile et changements climatiques	12.8	315 911	380 331
▪ Innovation	12.9	217 341	268 806
	13	7 295 810	8 507 087
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	7 295 810	8 507 087

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	599 584	2 147 499
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	76 980	287 153
Autres			
▪	32.1		
	33	676 564	2 434 652
	34	676 564	2 434 652

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(
Autres	39 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(
	41 (	)(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(
Autres		
▪	45.1 (	)(
	46 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(
Autres		
▪	54.1 (	)(
	55 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63		
Investissements à financer	64 (	13 437 123)(	6 167 269)
	65	(13 437 123)	(6 167 269)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	110 465 327	101 629 387
Propriétés destinées à la revente	67		
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	110 465 327	101 629 387
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	110 465 327	101 629 387
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	19 710 000)(	21 077 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	6 548 260	7 015 067
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	13 161 740)(	14 061 933)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)	)
	81 (	13 161 740)(	14 061 933)
	82	97 303 587	87 567 454

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est enregistré auprès de Retraite Québec (21555) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (312983). Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposé à Retraite Québec au 31 décembre 2022, le Régime était capitalisé à 90.8 % pour le volet antérieur et 107.8 % pour le volet postérieur et le degré de solvabilité était de 83.1 % pour le volet antérieur et 99.4 % pour le volet postérieur. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 3 267 600 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 4 819 800 \$ au 31 décembre 2022.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La loi prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le 9 juillet 2020, le jugement relatif aux contestations judiciaires de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (« Loi RRSB ») a été rendu par la Cour supérieure du Québec. Selon ce jugement, les articles de la Loi RRSB relatifs à la suspension de l'indexation des retraités ont été déclarés inconstitutionnels, invalides et inopérants. Après le rejet de l'ensemble des appels des parties par la Cour d'appel, les parties ont fait une demande auprès de la Cour suprême du Canada pour interjeter l'appel de la décision. Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a rejeté les demandes des parties mettant ainsi un terme aux contestations judiciaires de la Loi RRSB. Conséquemment :

- Seulement les articles de la Loi RRSB relatifs à la suspension de l'indexation des retraités ont été déclarés inconstitutionnels, invalides et inopérants. Ainsi les dispositions de la Loi RRSB applicables aux participants actifs au sens de cette loi demeurent en vigueur.
- Considérant qu'aucune indexation des rentes des participants retraités au sens de la Loi RRSB n'était prévue par le Régime, cette décision n'a aucune incidence pour la Ville de Beaconsfield.

Application de la Loi aux régimes de la Ville de Beaconsfield

La Ville de Beaconsfield participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. Les incidences de ces modifications pour la Ville de Beaconsfield aux résultats de 2014 ont été reflétées lors de l'évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2015.

La Ville de Beaconsfield a finalisé des ententes pour chacun des groupes d'employés (Cols blancs, Cols bleus et Cadres). Celles-ci ont été approuvées par toutes les parties concernées et signées en date du 1er janvier 2017. Conformément à ces ententes, certaines modifications sont effectives en date du 1er janvier 2014, alors que d'autres modifications sont effectives en date du 1er janvier 2017. Les impacts sur l'obligation des prestations constituées et la dépense totale en vigueur au 1er janvier 2017 relativement aux ententes signées ont été reflétés lors de la présente évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2017. La date de la plus récente évaluation actuarielle de ce régime auquel la Ville de Beaconsfield participe est le 31 décembre 2022.

Instauration du régime supplémentaire de retraite pour les cadres de la Ville de Beaconsfield

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le 20 décembre 2021, la Ville de Beaconsfield a signé une résolution afin d'adopter le régime supplémentaire de retraite pour les cadres de la Ville de Beaconsfield, en vigueur depuis le 1er décembre 2021. Ce régime non enregistré est pris en compte dans les résultats financiers de l'année 2024. Les dispositions de ce régime sont identiques à celles applicables au régime de retraite enregistré à l'exception des prestations maximales applicables en vertu des lois et des règlements de l'Agence du Revenu du Canada (ARC). En effet, le régime supplémentaire comble la différence entre les prestations qui seraient payables du régime de retraite enregistré n'eut été des ces maximums fixés par l'ARC et les prestations effectivement payables de ce régime de retraite enregistré soumis à ces maximums.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(2 100)	(304 700)
Charge de l'exercice	4 (	847 600)(	546 800)
Cotisations versées par l'employeur	5	820 500	849 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(29 200)	(2 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	39 228 200	37 999 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	39 534 200)(	38 957 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(306 000)	(958 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	276 800	956 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(29 200)	(2 100)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(29 200)	(2 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	39 228 200	37 999 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	39 534 200)(	38 957 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	306 000)(	958 500)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 344 400	1 104 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 344 400	1 104 800
Cotisations salariales des employés	21 (	717 900)(	643 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	626 500	461 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	172 800	94 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	799 300	555 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	2 222 500	2 194 700
Rendement espéré des actifs	32 (	2 174 200)(	2 203 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	48 300	(8 900)
Charge de l'exercice	34	847 600	546 800
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	2 484 500	328 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	2 174 200)(	2 203 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	310 300	(1 875 400)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	196 500	570 500
Prestations versées au cours de l'exercice	39	2 793 800	2 039 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	38 955 600	38 751 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	82 600	41 400
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	1 777 100	2 341 600
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	21	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	11	8
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	22	22
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,75 %	5,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,81 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,35 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	2,10 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	6 948	5 987
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	28 974	28 093
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	28 974	28 093

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	45 560 271	45 716 933	44 310 074
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	45 560 271	45 716 933	44 310 074
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 694 197	3 514 810	2 939 357
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 900 285	1 845 729	1 707 048
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
▪	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18			
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	5 594 482	5 360 539	4 646 405
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	5 594 482	5 360 539	4 646 405
	28	51 154 753	51 077 472	48 956 479

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	571	589	571
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	240 024	211 409	205 013
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	677 931	636 445	613 722
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35	64 277	66 282	64 277
	36	982 803	914 725	883 583
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	982 803	914 725	883 583

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	1 369 296	1 382 820	1 018 445
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	282 223	286 402	327 881
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71	360 567	313 262	324 490
Autres	72	40 000	22 367	60 432
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	27 000	30 304	15 104
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	160 000	67 645	163 700
Autres	86	32 500	20 080	16 590
Réseau d'électricité	87			
	88	2 271 586	2 122 880	1 926 642

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	416 019	
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106		5 086 568
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		416 019	5 086 568

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	313 250	666 186	254 585
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	313 250	666 186	254 585
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 584 836	3 205 085	7 267 795

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	147		
Autres	148		
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152		
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156	50 000	568 218
	157	50 000	568 218
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160		
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169		
	170		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	50 000	568 218	309 753

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	72 600	80 919	64 847
	189	72 600	80 919	64 847
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203	12 000	30 825	19 195
	204	12 000	30 825	19 195
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	28 500	35 001	24 828
	215	28 500	35 001	24 828

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	57 000	82 958	49 907
	225	57 000	82 958	49 907
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	753 980	911 384	913 088
	229	753 980	911 384	913 088
Réseau d'électricité				
	230			
	231	924 080	1 141 087	1 071 865
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	974 080	1 709 305	1 381 618

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	414 850	468 622	416 267
Droits de mutation immobilière	234	3 400 000	6 725 818	5 633 860
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236		323 192	211 181
	237	3 814 850	7 517 632	6 261 308
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	200 000	171 890	191 560
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	1 020 643	813 557	1 486 122
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	25 000		(45 253)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	40 000	113 523	42 616
	252	65 000	113 523	(2 637)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	505 966	426 769		426 769	400 394
Greffé et application de la loi	2	2 132 055	1 913 893	2 027	1 915 920	1 593 694
Gestion financière et administrative	3	2 876 259	3 017 060	29 311	3 046 371	2 772 637
Évaluation	4	2 400	3 089		3 089	2 585
Gestion du personnel	5	668 122	619 960		619 960	582 509
Autres						
▪ -	6.1	6 165 411	6 074 840	334 554	6 409 394	6 687 534
	7	12 350 213	12 055 611	365 892	12 421 503	12 039 353
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	7 007 138	7 007 104		7 007 104	6 852 082
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	3 904 741	3 904 722		3 904 722	3 723 396
Sécurité civile	11	221 714	247 570	28 904	276 474	226 393
Autres	12	699 423	762 252		762 252	717 517
	13	11 833 016	11 921 648	28 904	11 950 552	11 519 388
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 475 112	1 423 581	1 957 500	3 381 081	3 434 153
Enlèvement de la neige	15	1 382 165	1 834 836	36 986	1 871 822	1 203 497
Éclairage des rues	16	244 285	337 467	135 440	472 907	494 571
Circulation et stationnement	17	341 585	469 306		469 306	477 460
Transport collectif						
Transport en commun	18	7 571 175	7 571 146		7 571 146	6 853 685
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	11 014 322	11 636 336	2 129 926	13 766 262	12 463 366

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 396 200	1 309 513		1 309 513	1 272 892
Réseau de distribution de l'eau potable	24	4 288 926	4 175 139	681 219	4 856 358	4 800 784
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	972 101	1 244 671	1 149 462	2 394 133	1 993 570
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	835 919	1 007 891		1 007 891	857 520
Élimination	28	748 855	748 851	6 050	754 901	730 044
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	332 250	326 111		326 111	359 824
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	417 518	425 005		425 005	427 377
Traitement	32					
Matériaux secs	33	817 487	474 013		474 013	1 016 406
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	685 785	779 537		779 537	645 604
Autres	39					
	40	10 495 041	10 490 731	1 836 731	12 327 462	12 104 021
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	251 289	252 087		252 087	484 001
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	673 496	674 448		674 448	259 901
	45	924 785	926 535		926 535	743 902

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 411 558	1 478 101	12 619	1 490 720	1 214 989
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	100 000	71 063		71 063	40 333
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	329 958	319 485		319 485	396 716
Tourisme	50	80 234	80 234		80 234	103 428
Autres	51					
Autres	52					
	53	1 921 750	1 948 883	12 619	1 961 502	1 755 466
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	1 407 668	1 175 519	244 849	1 420 368	1 240 902
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 453 274	1 626 738	160 960	1 787 698	1 551 130
Piscines, plages et ports de plaisance	56	653 691	889 969	171 346	1 061 315	1 094 223
Parcs et terrains de jeux	57	3 009 231	2 502 909	571 766	3 074 675	3 307 336
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	181 857	210 612		210 612	277 536
Autres	60			19 041	19 041	19 040
	61	6 705 721	6 405 747	1 167 962	7 573 709	7 490 167
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	1 393 610	1 382 257	141 670	1 523 927	1 479 641
Bibliothèques	63	2 093 831	2 015 783	31 001	2 046 784	1 917 389
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	3 487 441	3 398 040	172 671	3 570 711	3 397 030
	68	10 193 162	9 803 787	1 340 633	11 144 420	10 887 197

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Budget 2025	Réalisations 2025			Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	763 614	763 614		763 614	642 727
Autres frais	71					202 294
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72		48 300		48 300	(8 900)
Autres	73	30 000	45 014		45 014	39 798
	74	793 614	856 928		856 928	875 919
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76		5 714 705 (	5 714 705)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 981 887	613 427
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 910 022	1 120 156
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 266 950	1 221 252
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	2 238 710	4 868 495
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	682 324	396 613
Édifices communautaires et récréatifs	14	6 226 756	4 214 198
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	243 996	1 092 611
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	14 550 645	13 526 752

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 981 887	613 427
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 910 022	1 120 156
Autres infrastructures	5	3 505 660	6 089 747
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	7 153 076	5 703 422
	12	14 550 645	13 526 752

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	14 061 933		900 193	13 161 740
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	14 061 933		900 193	13 161 740
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 015 067		466 807	6 548 260
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	7 015 067		466 807	6 548 260
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	7 015 067		466 807	6 548 260
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 015 067		466 807	6 548 260
	19	21 077 000		1 367 000	19 710 000
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	21 077 000		1 367 000	19 710 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	19 710 000	21 077 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	13 437 123	6 167 269
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	6 548 260	7 015 067
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	26 598 863	20 229 202
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13		
Endettement net à long terme	14	26 598 863	20 229 202
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	788 703	561 263
Autres organismes	17	4 853 000	4 882 000
Endettement total net à long terme	18	32 240 566	25 672 465
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	50 044 000	49 116 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21	50 044 000	49 116 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	82 284 566	74 788 465
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	6 294 962	6 295 530	6 494 737
Sécurité publique				
Police	4	7 007 138	7 007 104	6 852 082
Sécurité incendie	5	3 904 741	3 904 722	3 723 396
Sécurité civile	6	187 214	187 213	180 998
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	7 571 175	7 571 146	6 853 685
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	4 019 700	3 933 059	3 759 561
Matières résiduelles	12	748 855	748 851	723 994
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	35 567	35 593	31 549
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	251 289	252 087	484 001
Autres	17	630 996	631 001	204 799
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	22 090	22 160	23 136
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	319 358	319 485	391 966
Autres	21	80 234	80 234	103 428
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	401 172	401 170	387 854
Activités culturelles	23	941 270	941 280	937 138
Réseau d'électricité	24			
	25	32 415 761	32 330 635	31 152 324

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	14 550 645	13 526 752
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	14 550 645	13 526 752

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	29,24	35,00	53 544,70	3 994 683	960 949	4 955 632
Professionnels	2						
Cols blancs	3	75,21	35,00	136 886,41	4 445 849	1 001 572	5 447 421
Cols bleus	4	34,78	36,00	65 113,49	2 468 684	719 356	3 188 040
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	139,23		255 544,60	10 909 216	2 681 877	13 591 093
Élus	9	7,00			303 234	49 947	353 181
	10	146,23			11 212 450	2 731 824	13 944 274

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	286 402				286 402
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 502 664	416 019			2 918 683
	7	2 789 066	416 019			3 205 085

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	96 587	35 178
	4	96 587	35 178
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	140 995	164 450
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	140 995	164 450
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	431 944	490 340
	27	431 944	490 340
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	187 402	185 951
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	187 402	185 951
Réseau d'électricité			
	42		
	43	856 928	875 919

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Georges Bourelle	1.1	Maire	64 267	16 912	21 547	
Martin St-Jean	1.2	Maire	30 654	11 099	1 211	
Dominique Godin	1.3		23 160	11 580		
Robert Mercuri	1.4		23 160	11 580		
Roger Moss	1.5		24 404	9 650		
David Newell	1.6		26 160	11 580		
Marie Léveillé	1.7		3 217	643		
Timothy Quinn	1.8		3 217	643		
Jason Rossie	1.9		3 217	643		
Peggy Alexopoulos	1.10		23 238	9 650		
	2		224 694	83 980	22 758	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 9 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 _____ 620 134 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 _____ 2 333 767 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67 ☐ ☒
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025
- 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 _____ 2005-12-020

- b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2005-12-05

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 2 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 1 185 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 552 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 4 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|---|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> </div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; display: flex; align-items: center; justify-content: center;">X</div> </div> |
|--|-----|---|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Patrice Boileau

Adresse courriel du directeur général

10 patrice.boileau@beaconsfield.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-15

Nom du signataire : Nathalie Libersan-Laniel

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2026-06-16

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-11 14:22

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024	
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	60 796 966	64 783 978	61 128 078
Investissement	2		739 211	5 297 750
	3	60 796 966	65 523 189	66 425 828
Charges				
	4	59 525 903	65 355 164	62 388 612
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 271 063	168 025	4 037 216
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	739 211)(	5 297 750)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 271 063	(571 186)	(1 260 534)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		5 714 705	5 351 818
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	922 363)(	900 193)(	889 002)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	1 500 000)(	1 401 095)(	994 294)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 151 300	1 052 634	885 796
Autres éléments de conciliation	13			155 490
	14	(1 271 063)	4 466 051	4 509 808
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		3 894 865	3 249 274

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		5 709 949
Débiteurs	2	16 014 383	19 510 228
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	16 014 383	25 220 177
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	84 184	
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	7 997 300	8 359 938
Revenus reportés	10	3 328 493	2 226 446
Dette à long terme	11	19 710 000	21 077 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	29 200	2 100
Autres	13		
	14	31 149 177	31 665 484
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(15 134 794)	(6 445 307)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	110 465 327	101 629 387
Autres	17	447 455	425 883
	18	110 912 782	102 055 270
Excédent (déficit) accumulé	19	95 777 988	95 609 963

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 939 150	3 268 039
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Foresterie urbaine	2.1	726 890	797 953
▪ Services Professionnels	2.2	1 496 276	1 518 850
▪ Place Centennial	2.3	1 046 182	1 943 971
▪ Piscines extérieures	2.4	46 424	284 648
▪ Équilibre budgétaire	2.5	1 220 000	1 220 000
▪ Équilibre budgétaire futur	2.6	350 000	
▪ Infrastructure	2.7	1 876 786	2 092 528
▪ Sécurité civile et changements climatiques	2.8	315 911	380 331
▪ Innovation	2.9	217 341	268 806
	3	7 295 810	8 507 087
Réserves financières			
Service de l'eau	4		
Autres			
▪	5.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6	599 584	2 147 499
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7		
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10	76 980	287 153
Autres			
▪	11.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	()	()
Financement des investissements en cours	13	(13 437 123)	(6 167 269)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	97 303 587	87 567 454
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	95 777 988	95 609 963

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	26 598 863	20 229 202
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	82 284 566	74 788 465

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	13 161 740	14 061 933
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 548 260	7 015 067
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	19 710 000	21 077 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	51 154 753	51 077 472
Compensations tenant lieu de taxes	13	982 803	914 725
Quotes-parts	14		
Transferts	15	2 584 836	2 789 066
Services rendus	16	974 080	1 709 305
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	4 014 850	7 366 330
Autres	18	1 085 644	927 080
	19	60 796 966	64 783 978
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		416 019
Autres	23		323 192
	24		739 211
	25	60 796 966	65 523 189

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024
Administration générale	1	12 350 213	12 055 611	365 892	12 421 503	12 039 353
Sécurité publique						
Police	2	7 007 138	7 007 104		7 007 104	6 852 082
Sécurité incendie	3	3 904 741	3 904 722		3 904 722	3 723 396
Autres	4	921 137	1 009 822	28 904	1 038 726	943 910
Transport						
Réseau routier	5	3 443 147	4 065 190	2 129 926	6 195 116	5 609 681
Transport collectif	6	7 571 175	7 571 146		7 571 146	6 853 685
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	6 657 227	6 729 323	1 830 681	8 560 004	8 067 246
Matières résiduelles	9	3 152 029	2 981 871	6 050	2 987 921	3 391 171
Autres	10	685 785	779 537		779 537	645 604
Santé et bien-être	11	924 785	926 535		926 535	743 902
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 411 558	1 478 101	12 619	1 490 720	1 214 989
Promotion et développement économique	13	410 192	399 719		399 719	500 144
Autres	14	100 000	71 063		71 063	40 333
Loisirs et culture	15	10 193 162	9 803 787	1 340 633	11 144 420	10 887 197
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	793 614	856 928		856 928	875 919
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	59 525 903	59 640 459	5 714 705	65 355 164	62 388 612
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		5 714 705 (	5 714 705)		
	21	59 525 903	65 355 164		65 355 164	62 388 612

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	739 211	5 297 750
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	14 550 645)(	13 526 752)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		1 791 063
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 401 095	994 294
Excédent accumulé	6	5 140 485	3 996 425
	7	(8 009 065)	(6 744 970)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(7 269 854)	(1 447 220)

Extrait du rapport financier, page S14